

RéPPOP LyRRA

Association

36, rue Rachais
69007 LYON

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

RéPPOP LyRRA

Association

36, rue Rachais
69007 LYON

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association RéPPOP LyRRA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.



SOLEXIS AUDIT & CONSEIL

9 rue Michel Perret • 69006 Lyon • 07 86 48 03 47 • ipitiot@solexisaudit.fr • www.solexis-audit.fr

SAS au capital de 8 000 € - 432 575 470 RCS Lyon - Code APE 6920Z - TVA FR 88 432575470

Société inscrite à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon & au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Lyon

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Changement de méthode d'évaluation et de présentation » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application par anticipation du règlement n°2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne le poste suivant :

- fonds dédiés exposés dans la note intitulée « analyse des fonds dédiés ».

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

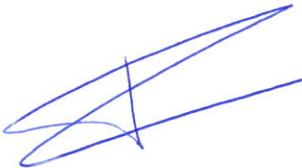
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lyon, le 21 mars 2025

SOLEXIS Audit & Conseil



Isabelle PITIOT PREVOTAT
Commissaire aux comptes

Bilan association

Présenté en Euros

| ACTIF | Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois) | | Variation |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------|-----------------------------------------------|----------------|------------------|
| | Brut | Amort.prov. | Net | Net | |
| Immobilisations incorporelles | | | | | |
| Frais d'établissement | | | | | |
| Frais de recherche et développement | | | | | |
| Concessions, brevets, droits similaires | 594 | 594 | | | |
| Fonds commercial | | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | | | | | |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | 1 767 | - 1 767 |
| Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles | | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 46 055 | 38 044 | 8 011 | 14 734 | - 6 723 |
| Immobilisations grevées de droit | | | | | |
| Immobilisations en cours | | | | | |
| Avances et acomptes sur immobilisations corporelles | | | | | |
| Immobilisations financières | | | | | |
| Participations | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | |
| Titres immobilisés de l'activité de portefeuille | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | | | | | |
| Autres immobilisations financières | 1 978 | | 1 978 | 1 978 | |
| TOTAL (I) | 48 627 | 38 638 | 9 989 | 18 479 | - 8 490 |
| Stocks en cours | | | | | |
| Matières premières, approvisionnements | | | | | |
| En-cours de production de biens et services | | | | | |
| Produits intermédiaires et finis | | | | | |
| Marchandises | | | | | |
| Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | |
| Créances usagers et comptes rattachés | 48 743 | | 48 743 | 26 321 | 22 422 |
| Autres créances | | | | | |
| . Fournisseurs débiteurs | | | | | |
| . Personnel | | | | | |
| . Organismes sociaux | | | | 760 | - 760 |
| . Etat, impôts sur les bénéfices | | | | | |
| . Etat, taxes sur le chiffre d'affaires | | | | | |
| . Autres | 1 382 | | 1 382 | 29 332 | - 27 950 |
| Valeurs mobilières de placement | 87 098 | | 87 098 | 86 900 | 198 |
| Instruments de trésorerie | | | | | |
| Disponibilités | 601 782 | | 601 782 | 718 974 | - 117 192 |
| Charges constatées d'avance | 1 582 | | 1 582 | 1 566 | 16 |
| TOTAL (II) | 740 587 | | 740 587 | 863 852 | - 123 265 |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices (III) | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | | |
| Ecart de conversion actif (V) | | | | | |
| TOTAL ACTIF | 789 214 | 38 638 | 750 576 | 882 331 | - 131 755 |

Bilan association(suite)

Présenté en Euros

| PASSIF | Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois) | Variation |
|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------|
| Fonds associatifs et réserves | | | |
| Fonds propres | | | |
| . Fonds associatifs sans droit de reprise | | | |
| . Ecart de réévaluation | | | |
| . Réserves | | | |
| . Report à nouveau | 29 595 | 29 595 | |
| . Résultat de l'exercice | 78 378 | 112 734 | - 34 356 |
| Autres fonds associatifs | | | |
| . Fonds associatifs avec droit de reprise | | | |
| . Apports | | | |
| . Legs et donations | | | |
| . Résultats sous contrôle de tiers financeurs | 318 742 | 464 604 | - 145 862 |
| . Ecart de réévaluation | | | |
| . Subventions d'investissement sur biens non renouvelables | 1 701 | 2 094 | - 393 |
| . Provisions réglementées | | | |
| . Droits des propriétaires (commodat) | | | |
| TOTAL (I) | 428 416 | 609 027 | - 180 611 |
| Provisions pour risques et charges | 13 772 | 13 228 | 544 |
| TOTAL (II) | 13 772 | 13 228 | 544 |
| Fonds dédiés | | | |
| . Sur subventions de fonctionnement | 124 169 | 89 888 | 34 281 |
| . Sur autres ressources | | | |
| TOTAL (III) | 124 169 | 89 888 | 34 281 |
| Dettes | | | |
| Emprunts et dettes assimilées | | | |
| Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 47 110 | 30 105 | 17 005 |
| Autres | 137 109 | 140 083 | - 2 974 |
| Instruments de trésorerie | | | |
| Produits constatés d'avance | | | |
| TOTAL (IV) | 184 220 | 170 188 | 14 032 |
| Ecart de conversion passif (V) | | | |
| TOTAL PASSIF | 750 576 | 882 331 | - 131 755 |
| Engagements reçus | | | |
| Legs nets à réaliser | | | |
| . acceptés par les organes statutairement compétents | | | |
| . autorisés par l'organisme de tutelle | | | |
| Dont en nature restant à vendre | | | |
| Engagements donnés | | | |

Compte de résultat association

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois) | | Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois) | Variation | % |
|------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------|-----------------------------------------------|------------------|-----------------|
| | France | Exportations | Total | Total | |
| Produits d'exploitation | | | | | |
| Ventes de marchandises | | | | | |
| Production vendue biens | | | | | |
| Production vendue services | 64 027 | | 64 027 | 96 210 | - 32 183 |
| Montants nets produits d'expl. | 64 027 | | 64 027 | 96 210 | - 32 183 |
| Autres produits d'exploitation | | | | | |
| Production stockée | | | | | |
| Production immobilisée | | | | | |
| Subventions d'exploitation | | | 915 602 | 765 875 | 149 727 |
| Cotisations | | | 179 | 155 | 24 |
| Autres produits | | | 570 | 133 | 437 |
| Reprise de provisions | | | 13 228 | 83 693 | - 70 465 |
| Transfert de charges | | | | 22 368 | - 22 368 |
| Sous-total des autres produits d'exploitation | | | 1 019 467 | 983 116 | 36 351 |
| Total des produits d'exploitation (I) | | | 1 083 494 | 1 079 326 | 4 168 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II) | | | | | |
| Produits financiers | | | | | |
| De participations | | | | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances d'actif | | | | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | | | 5 522 | 5 916 | - 394 |
| Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges | | | | | |
| Différences positives de change | | | | | |
| Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement | | | | | |
| Total des produits financiers (III) | | | 5 522 | 5 916 | - 394 |
| Produits exceptionnels | | | | | |
| Sur opérations de gestion | | | | | |
| Sur opérations en capital | | | | 1 818 | - 1 818 |
| Reprises sur provisions et transferts de charges | | | | | |
| Total des produits exceptionnels (IV) | | | | 1 818 | - 1 818 |
| TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV) | | | 1 089 016 | 1 087 060 | 1 956 |
| (+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs | | | 89 888 | 110 892 | - 21 004 |
| SOLDE DEBITEUR = DEFICIT | | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | 1 089 016 | 1 087 060 | 1 956 |

Présenté en Euros

| | Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois) | Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois) | Variation | % |
|-----------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------|---------------|
| Charges d'exploitation | | | | |
| Achats de marchandises | | | | |
| Variations stocks de marchandises | | | | |
| Achats de matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| Variations stocks matières premières et autres approvisionnements | | | | |
| Autres achats non stockés | 151 174 | 129 664 | 21 510 | 16,59 |
| Services extérieurs | 53 004 | 57 406 | - 4 402 | -7,67 |
| Autres services extérieurs | 95 137 | 72 046 | 23 091 | 32,05 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 16 223 | 19 027 | - 2 804 | -14,74 |
| Salaires et traitements | 407 461 | 419 826 | - 12 365 | -2,95 |
| Charges sociales | 142 132 | 158 329 | - 16 197 | -10,23 |
| Autres charges de personnels | | | | |
| Subventions accordées par l'association | | | | |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | | | | |
| . Sur immobilisations : dotation aux amortissements | 6 723 | 6 563 | 160 | 2,44 |
| . Sur immobilisations : dotation aux dépréciations | | | | |
| . Sur actif circulant : dotation aux dépréciations | | | | |
| . Pour risques et charges : dotation aux provisions | 13 772 | 13 228 | 544 | 4,11 |
| Autres charges | 171 | 4 | 167 | N/S |
| Total des charges d'exploitation (I) | 1 009 965 | 965 982 | 43 983 | 4,55 |
| Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II) | | | | |
| Charges financières | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | | | |
| Intérêts et charges assimilées | | | | |
| Différences négatives de change | | | | |
| Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements | | | | |
| Total des charges financières (III) | | | | |
| Charges exceptionnelles | | | | |
| Sur opérations de gestion | | 7 519 | - 7 519 | -100 |
| Sur opérations en capital | | | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions | | | | |
| Total des charges exceptionnelles (IV) | | 7 519 | - 7 519 | -100 |
| Participation des salariés aux résultats (V) | | | | |
| Impôts sur les sociétés (VI) | 672 | 826 | - 154 | -18,64 |
| TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI) | 1 010 637 | 974 326 | 36 311 | 3,73 |
| (-) Engagements à réaliser sur ressources affectées | 124 169 | 89 888 | 34 281 | 38,14 |
| SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT | 78 378 | 112 734 | - 34 356 | -30,48 |
| TOTAL GENERAL | 1 089 016 | 1 087 060 | 1 956 | 0,18 |
| Evaluation des contributions volontaires en nature | | | | |
| Produits | | | | |
| . Bénévolat | | | | |
| . Prestations en nature | | | | |
| . Dons en nature | | | | |
| Total | | | | |
| Charges | | | | |
| . Secours en nature | | | | |
| . Mise à disposition gratuite de biens et services | | | | |
| . Prestations | | | | |

Annexe de l'association

PREAMBULE

- Description de l'objet social de l'entité :

L'association RéPPOP Lyrra : Réseau de Prévention et de Prise en charge de l'Obésité en Pédiatrie Lyon- Rhône-Ain-Roannais

Il s'adresse aux enfants et jeunes âgés de moins de 18 ans au moment de l'inclusion dans le dispositif

- Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Gestion de la structure

- La gestion courante de la structure et du budget de l'association : relations avec les organismes financeurs, tenue à jour des tableaux de bord financiers, du suivi des engagements de dépenses, de la gestion des enveloppes budgétaires, de l'interface avec l'expert-comptable
- La gestion des ressources humaines
- La gestion de la facturation et le versement des prestations dérogatoires aux professionnels de santé de proximité

L'animation de coordination et d'animation territoriale

- L'organisation **des formations continues sur l'obésité** des professionnels de santé de proximité ;
- **La communication et le partenariat** : identification des partenaires, définition des modalités de coopération, animation de la communauté,
- **La gestion de la documentation interne et des outils de communication** : annuaires des professionnels formés adhérent à la structure, gestion de la base de données patients, gestion du site internet de la structure, veille scientifique sur la thématique pour diffusion des nouvelles connaissances, diffusion et participation à la conception d'outils pour la prise en charge...
- **La gestion du dossier médical informatisé partagé** (système d'information) : lien avec la société en charge du développement du SI, gestion des autorisations d'accès au dossier pour les professionnels, appui méthodologique aux professionnels utilisateurs,
- **La coanimation de la filière obésité pédiatrique au niveau régional avec le CSO**. Le RePPOP est responsable de l'animation auprès des professionnels de santé de proximité et le Centre Spécialisé de l'obésité (CSO) auprès des centres hospitaliers et des SMR. La liste de ces missions et l'interface entre les CSO et les équipes RePPOP ARA, sont précisées dans une convention.
- **L'organisation et le recensement des ateliers d'éducation thérapeutique du patient (ETP) de proximité** sur son territoire en lien avec l'UTEP, comprenant l'identification des programmes ETP du territoire en lien avec l'ARS, la création et déploiement de programme(s) et leur articulation avec les parcours RePPOP.
- **L'organisation et le recensement de l'activité physique adaptée (APA) de proximité** en lien avec les DAPAP, les collectivités territoriales et les structures coordonnées de premier recours.

Coordination des parcours patients

- **L'évaluation de la situation et l'orientation des patients dans la filière** : le RePPOP étant positionné entre la ville et l'hôpital (CSO) il peut faire office de "guichet unique" Il réceptionne des demandes de prise en charge ;
- **L'inclusion dans un parcours de soins RePPOP (...)** ;
- La mise en place du projet personnalisé de soins (PPS) avec les **professionnels de santé de proximité**
- Le **soutien à la parentalité et de la motivation** par des entretiens motivationnels téléphoniques
- La mise en place de **revues de cas complexes** (intra équipe RePPOP) et de **RCP** (équipe RePPOP plus PS de proximité) ;
- La soumission des cas complexes aux **RCP** (réunion de concertation pluridisciplinaire) **de recours** organisée par le CSO du territoire ;
- **La traçabilité du parcours dans le système d'information régional** renseignée par l'ensemble des professionnels impliqués comme les professionnels de proximité et autres partenaires (SSR-CH-CSO) ;
- **La communication avec le médecin traitant**
- **La formalisation de la sortie** du patient du réseau par un bilan de sortie.

Expertise et coordination ponctuelle du patient :

- Appui à l'évaluation des situations,
- Evaluation du niveau de recours pour proposer la prise en charge la plus pertinente en favorisant l'articulation entre les différents acteurs de la filière. Cette évaluation

Périmètre d'action
Rhône, Ain, Roannais

- Description des moyens mis en oeuvre :

La structure est financée par l'ARS sur la base d'une convention pluriannuelle de 3 ans.

Pour atteindre ces objectifs, le REPPOP est doté de moyens humains : Directrice administrative, médecin, diététicien, psychologue, éducatrice jeunes enfants, enseignant en activité physique adaptée, chargée de projet partenariat, formation communication, et assistantes de coordination (secrétariat, comptabilité).

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 750 576,43 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 78 378,13 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 26/02/2025 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Par courrier du 5 septembre 2024, l'Agence Régionale de Santé AURA a décidé de reprendre 258 596 euros de trésorerie à l'association sur les résultats excédentaires réalisés entre 2021 et 2023. Comptablement, cette somme a été reprise sur le compte 115000 : « Résultat sous contrôle de tiers financeurs »

Cette somme a été déduite du versement de la subvention allouée à l'association pour l'exercice 2024.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2022-06, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- Changement de réglementation comptable d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

| Type | Durée |
|------------------------------------------|----------------|
| Logiciels informatiques | de 01 à 03 ans |
| Agencements, aménagements, installations | de 06 à 10 ans |
| Matériel de bureau et informatique | de 03 à 10 ans |
| Mobilier | de 05 à 10 ans |

Stocks :

Pas de stock.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

Le montant des engagements s'élève à la clôture de l'exercice à 13 772 euros. Il a été comptabilisé.

Les calculs retenus pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont basés sur :

Age de départ à la retraite : 65 ans

Coefficient de rotation des effectifs : 0%

Calcul effectué avec le salaire actuel, non revalorisé

Table de taux de mortalité : Table INSEE TH00-02

Taux de charges sociales : 48%

Contributions volontaires :

Les contributions volontaires n'ayant pas été considérées comme significatives, elles ne font pas l'objet d'une information dans l'annexe.

CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent :

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2022-06

Le changement de réglementation a été appliqué de manière volontaire sur l'exercice 2024.

Cette application volontaire n'a aucun impact sur le résultat net comptable de l'exercice précédent.

Les postes du compte de résultat suivants ne peuvent être comparés d'un exercice à l'autre en raison de :

En 2023, le compte 777000 : Qp de subv virée au Cpte de R a été utilisé pour 1 818 euros, en application de la nouvelle réglementation, elle aurait été comptabilisé en 747000 : Qp de subv virée au Cpte de R pour le même montant.

Le résultat d'exploitation aurait été de 115 162 euros au lieu de 113 344 euros soit + 1 818 euros

Le résultat exceptionnel aurait été de - 7 518 euros au lieu de - 5 700 euros soit - 1 818 euros

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

| Actif immobilisé | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|-------------------------------|---------------|--------------|--------------|---------------|
| Immobilisations incorporelles | 2 361 | 1 767 | 3 534 | 594 |
| Immobilisations corporelles | 46 055 | | | 46 055 |
| Immobilisations financières | 1 978 | | | 1 978 |
| TOTAL | 50 395 | 1 767 | 3 534 | 48 627 |

Amortissements

| Immobilisations amortissables | A l'ouverture | Augmentation | Diminution | A la clôture |
|------------------------------------------------------------|---------------|--------------|------------|---------------|
| Frais d'établissement, de recherche et de développement | | | | |
| Fonds commercial | | | | |
| Autres immobilisations incorporelles | 594 | | | 594 |
| TOTAL I | 594 | | | 594 |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| sur sol propre | | | | |
| sur sol d'autrui | | | | |
| Installations générales, agencements | | | | |
| Installations techniques, matériel, outillages industriels | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | | | | |
| Installations générales, agencements divers | 4 074 | 283 | | 4 357 |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau et informatique | 27 247 | 6 440 | | 33 687 |
| Emballage récupérables et divers | | | | |
| TOTAL II | 31 321 | 6 723 | | 38 044 |
| TOTAL GENERAL (I+II) | 31 915 | 6 723 | | 38 638 |

Etat des créances et charges constatées d'avance

| Créances | Montant brut | Echéances jusqu'à 1 an | Echéances à plus d'un an |
|------------------------------------------|---------------|------------------------|--------------------------|
| Créances de l'actif immobilisé: | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | |
| Prêts | | | |
| Autres créances | 1 978 | | 1 978 |
| Créances de l'actif circulant: | | | |
| Créances usagers | 48 743 | 48 743 | |
| Autres créances | 1 382 | 1 382 | |
| Charges constatées d'avance | 1 582 | 1 582 | |
| TOTAL | 53 685 | 51 707 | 1 978 |

Etat des valeurs mobilières de placement

| Valeurs mobilières de placement | Val. comptable | Val. à la clôture | +Value latente | -Value latente |
|---------------------------------|----------------|-------------------|----------------|----------------|
| Confiance Solidaire | 76 316 | 85 199 | 8 885 | |
| Parts Crédit coopératif | 10 782 | 10 782 | | |
| TOTAL | 87 098 | 95 981 | 8 885 | |

NOTES SUR LE BILAN PASSIF**Fonds propres**

| Variation des fonds propres | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou Consommation | A la clôture |
|--------------------------------------------------|----------------|-------------------------|---------------|----------------------------|----------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Dont générosité du public | 29 595 | | | | 29 595 |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Résultat sous contrôle de tiers financeurs | 464 604 | 112 734 | | -258 596 | 318 742 |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Report à nouveau | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 112 734 | -112 734 | 78 378 | | 78 378 |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Situation nette | 606 933 | 0 | 78 378 | -258 596 | 426 715 |
| Situation nette dont générosité du public | | | | | |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Subventions d'investissement | 2 094 | | | -393 | 1 701 |
| Dont générosité du public | | | | | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| Dont générosité du public | | | | | |
| TOTAL | 607 027 | 0 | 78 378 | -258 989 | 428 416 |
| TOTAL dont générosité du public | | | | | |

Report à nouveau avant répartition du résultat

| Nature du report à nouveau | Débiteur | Créditeur |
|--------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------|
| Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées | | |
| - à l'exercice | | |
| - aux exercices ultérieurs | | |
| Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs | | 29 595 |
| Report à nouveau des activités propres de l'association | | |
| SOLDE | | 29 595 |

Analyse des fonds dédiés

Fonds dédiés : rubrique du passif qui enregistre la partie des subventions affectées par des tiers financeurs à des projets définis et qui n'a pu encore être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Subventions à reverser : subventions accordées non utilisées. A compter de l'exercice 2017, les subventions à reverser ne sont plus constatées comptablement.

| Variation des fonds dédiés | A l'ouverture | Autres engag. A réaliser sur subventions attribuées | Diminutions Fonds dédiés util. Au cours de l'exercice | Subvention à reverser Pour information | A la clôture |
|----------------------------|---------------|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------|----------------|
| Dérogations 2022 | 9 953 | | 9 953 | | |
| Dérogations 2023 | 79 935 | | 40 772 | 33 504 | 5 059 |
| Dérogations 2024 | | 119 110 | | | 119 110 |
| TOTAL | 89 888 | 119 110 | 50 725 | 33 504 | 124 169 |

Subventions d'investissement**Subventions**

| Nom du subventionneur | Motif de la subvention | A l'ouverture | Nouvelle subvention de l'exercice | Annulation de l'exercice | A la clôture |
|---------------------------|------------------------|---------------|-----------------------------------|--------------------------|--------------|
| Agence Régionale de Santé | Acquisition d'immo | 5 430 | | 1 500 | 3 930 |
| TOTAL | | 5 430 | | 1 500 | 3 930 |

Reprises

| Nom du subventionneur | Motif de la subvention | A l'ouverture | Quote-part virée au résultat de l'exercice | Reprise de l'exercice | A la clôture |
|---------------------------|------------------------|---------------|--------------------------------------------|-----------------------|--------------|
| Agence Régionale de Santé | Acquisition d'immo | 3 336 | 393 | 1 500 | 2 229 |
| TOTAL | | 3 336 | 393 | 1 500 | 2 229 |

Etat des dettes et produits constatés d'avance

| Etat des dettes | Montant total | De 0 à 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5ans |
|-----------------------------|----------------|----------------|--------------|--------------|
| Etablissements de crédit | | | | |
| Dettes financières diverses | | | | |
| Fournisseurs | 47 110 | 47 110 | | |
| Dettes fiscales et sociales | 137 109 | 137 109 | | |
| Dettes sur immobilisations | | | | |
| Autres dettes | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | |
| TOTAL | 184 220 | 184 220 | | |

Charges à payer par poste de bilan

| Charges à payer | Montant |
|---------------------------------------------|---------------|
| Emprunts et dettes établissements de crédit | |
| Emprunts et dettes financières diverses | |
| Fournisseurs | 19 300 |
| Dettes fiscales et sociales | 63 624 |
| Autres dettes | |
| TOTAL | 82 924 |

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Subventions de fonctionnement**

La période couverte correspond à l'exercice,

Les subventions reçues sont des subventions d'exploitation.

AUTRES INFORMATIONS**Engagements et sûretés réelles consenties**

Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Néant

Effectif moyen

| | Personnel salarié | Personnel mis à disposition de l'association |
|--------------|-------------------|----------------------------------------------|
| Cadres | 2 | |
| Non cadres | 7 | |
| TOTAL | 9 | 0 |

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 3 840 E.

RéPPOP LyRRA

Association

36, rue Rachais
69007 LYON

**Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes
sur les conventions réglementées**

**Assemblée Générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

RéPPOP LyRRA

Association

36, rue Rachais
69002 LYON

Rapport Spécial du Commissaire aux Comptes
sur les conventions réglementées

Assemblée Générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées nouvelles conclues au cours de l'exercice.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

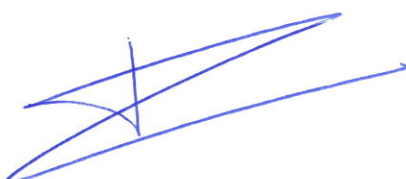


Conventions autorisées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Lyon, le 21 mars 2025

SOLEXIS Audit & Conseil



Isabelle PITIOT PREVOTAT
Commissaire aux comptes